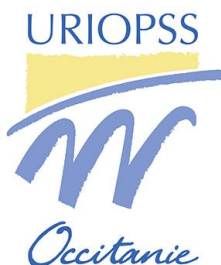


**ET SI NOUS
ARRÊTONS
VRAIMENT?**



COMMUNIQUE DE PRESSE

« ET SI NOUS ARRÊTONS VRAIMENT ? »

Les associations d'Occitanie se mobilisent et alertent : les personnes les plus fragiles paient déjà le prix des coupes budgétaires

Fragiliser le monde associatif, c'est laisser des personnes sans réponse à leurs besoins !

Augmentations des besoins, baisses des financements, difficultés de recrutement, trésoreries sous tension : partout en France, les associations sont contraintes de faire toujours plus avec moins. De plus, elles sont régulièrement mises en cause quant à leur utilité, encore dernièrement par voie de presse.

La CRESS Occitanie, la FAS Occitanie, le Mouvement associatif Occitanie et l'URIOPSS Occitanie rejoignent la mobilisation nationale « Et si nous arrêtons vraiment ? », lancée par la FAS Nationale et l'Uniopss, qui aura lieu du 12 au 17 octobre 2026. Rassemblant les associations, fondations, structures de l'économie sociale et solidaire et acteurs des secteurs sanitaire, social et médico-social de la région, elles souhaitent montrer ce que ces tensions changent déjà pour les personnes accompagnées et pour les territoires.

Le secteur non lucratif des solidarités et de la santé, qui représente, selon une récente étude Syndex, 2 points de la richesse produite en France et qui gère, notamment, 85% des structures accueillant des personnes handicapées, près de 80 % des établissements en protection de l'enfance, près d'un tiers des Ehpad et près des deux tiers des services de soins infirmiers à domicile, est clairement à bout de souffle. En 2025, une association employeuse sur deux a ainsi déclaré avoir perdu des financements ; en 2025 également, près d'un quart des établissements médico-sociaux ont moins de 45 jours de trésorerie et 10%, moins de 6 jours ; 60% des associations de solidarité constatent, par ailleurs, une hausse du turnover de leurs équipes. Au bout du compte, c'est la continuité des accompagnements qui est en jeu.

.../...

Ce qui se joue en Occitanie

Selon l'enquête 2026 de la Fédération des acteurs de la solidarité, « Associations de solidarité : l'étau se resserre », près de trois structures répondantes sur quatre ont subi au moins une baisse de financement public, en 2025 ou annoncée pour 2026, et ont vu leur trésorerie se dégrader. Plus d'une sur trois dispose de moins de deux mois de trésorerie, voire d'une trésorerie négative. Près d'une sur deux a déjà dû réduire ou fermer une activité en 2025. Et près de quatre sur cinq abordent les douze prochains mois dans la crainte d'une dégradation ou dans une incertitude totale.

Derrière ces chiffres, il y a des personnes, dont des enfants.

À la veille de la rentrée scolaire 2026, au moins 234 enfants, dont 38 de moins de 3 ans, sont restés sans solution d'hébergement après un appel au 115 en Occitanie, selon le baromètre FAS – UNICEF France publié fin août 2026. C'est 18 % de plus qu'il y a un an, et près de deux fois plus qu'en 2022 (+93 %), année où l'État s'était engagé à ce qu'il n'y ait « zéro enfant à la rue ». Au niveau national, ils sont 2 355, dont 514 de moins de 3 ans.

Le champ de l'autonomie, accompagnant personnes âgées et personnes en situation de handicap connaît des contraintes inédites qui mettent en risque de rupture les EHPAD et les services d'aide et de soin à domicile et qui laissent sans solution de nombreux enfants et adultes.

Actions de prévention en santé, protection juridique des majeurs, protection de l'enfance aucun secteur n'est épargné par les tensions majeures entre besoins sociaux repérés et capacités d'accompagnement des publics.

L'insertion par l'activité économique (IAE) est elle aussi en première ligne. Ressourceries, maraîchage bio, ateliers de réparation de vélos, restauration, aide à domicile... Ces structures redonnent chaque jour un emploi, un revenu et des perspectives à des personnes qui en étaient éloignées, tout en rendant des services utiles à tous. En 2025, 12 d'entre elles ont fermé en Occitanie. En 2026, au moins trois nouvelles fermetures sont déjà annoncées, et d'autres ne tiennent qu'en réduisant leurs équipes à quelques postes.

Faute de visibilité, avec des budgets souvent connus en milieu d'année seulement, les structures ne peuvent rien anticiper, alors même que les personnes qu'elles accompagnent cumulent de plus en plus de difficultés, en particulier de santé mentale.

Ne pas disparaître en silence

Depuis des années, les associations adaptent leurs organisations, puisent dans leurs réserves, réduisent certaines activités, recherchent de nouveaux financements et continuent malgré tout à répondre aux besoins de personnes en situation de vulnérabilité qui requièrent attention au quotidien. Cette résilience a créé un paradoxe : parce que les associations continuent à tenir, les conséquences du manque de moyens restent en partie invisibles.

Avec « Et si nous arrêtions vraiment ? », il est temps de rendre visible ce que la société perdrait si les associations n'étaient plus en mesure d'assurer leurs missions.

« Nous n'avons jamais cessé d'agir parce que nous savons ce que signifie laisser une personne sans aide, un enfant sans accompagnement ou une famille sans solution. Mais les associations ne peuvent pas indéfiniment absorber l'augmentation des besoins et compenser seules des moyens devenus insuffisants. Avec cette mobilisation, nous voulons poser une question très simple aux pouvoirs publics et à toute la société : et si nous arrêtions vraiment, que deviendrait notre cohésion sociale ? qui ferait ce que nous faisons aujourd'hui ? », explique Daniel Goldberg, président de l'Uniopss.

.../...

Une mobilisation au cœur des arbitrages budgétaires

Cette mobilisation intervient également alors que les politiques de solidarité et les associations qui les font vivre font l'objet d'attaques et d'instrumentalisation, au moment où ces dernières abordent de nouvelles échéances budgétaires après plusieurs années de tensions. Le secteur fait face à une augmentation des besoins et des coûts tandis que les financements publics se contractent pour de nombreuses structures. Du 12 au 17 octobre, les organisations mobilisées demanderont notamment aux pouvoirs publics et aux candidats à l'élection présidentielle des engagements concrets : des financements pluriannuels, des budgets notifiés en début d'année, la compensation intégrale des revalorisations salariales et le maintien des crédits de l'insertion par l'activité économique dans le budget 2027. En Occitanie, ces mêmes garanties sont attendues de l'État en région, de la Région et des départements, qui financent une large part de l'action sanitaire, sociale et médico-sociale. Elles comptent ainsi réaffirmer la place des solidarités et de l'action associative dans notre modèle de société.

Du 12 au 17 octobre : faire masse partout en France

Pendant cette semaine, la FAS Occitanie relaie la mobilisation auprès de ses adhérents et partenaires. Le vendredi 16 octobre, de 12h à 13h, des rassemblements courts et symboliques auront lieu à Toulouse, sur le parvis de la gare Matabiau, et à Montpellier, place de la Comédie.

Cette initiative s'inscrit dans la mobilisation intersectorielle et unitaire lancée par l'Uniopss, ouverte aux associations, fédérations, réseaux, salariés et bénévoles des secteurs sanitaire, social et médico-social. Avec « Et si nous arrêtons vraiment ? », les participants souhaitent rendre visibles les missions qu'ils assurent et les conséquences du manque de moyens pour les personnes accompagnées.

Ils ont déjà rejoint le mouvement :

L'Uniopss et l'ensemble des Uriopss ; La Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et les FAS régionales ; Collectif ALERTE ; Adédom ; ADMR ; AIDES ; AIRE ; ANECAMSP ; APF France handicap ; Association Addictions France ; Association Aurore ; CFDT Santé-Sociaux ; Coallia ; Cohabilis ; Emmaüs France ; FAPIL ; Fédération de l'entraide protestante ; Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France ; Fédération générale des PEP ; Fédération des Maisons d'accueil hospitalières ; Fédération nationale des Associations pour la petite enfance ; Fédération nationale des Ecoles des parents et des éducateurs ; Fédération Promotion Santé ; Fédération Santé et Habitat ; FISAF ; France Terre d'Asile ; Fondation Armée du Salut ; Fondation COS Alexandre Glasberg ; Fondation la Vie au grand air ; Fondation Les Diaconesses de Reuilly ; Fonds social juif unifié (FSJU) ; GIHP National – Synergihp ; L'arche en France ; La Cimade ; Le Mouvement associatif ; Médecins du Monde ; Mission Populaire Évangélique de France ; Moissons Nouvelles ; Œuvre de secours aux enfants (OSE) ; Petits Frères des Pauvres ; Secours Catholique ; Sidaction ; UNA ; Vacances ouvertes ; AD-PA ; ATD Quart Monde ; Collectif Handicaps ; FNADEPA ; GNDA ; Nexem ; UDES ; Unafo ; Unaforis ; Unassi ; Unccas ; Unapei

À propos de la FAS Occitanie

La Fédération des acteurs de la solidarité Occitanie fédère les associations et organismes qui accueillent et accompagnent les personnes en situation de précarité dans la région : hébergement, logement, insertion par l'activité économique, accès aux droits, asile. Elle est membre du réseau national de la Fédération des acteurs de la solidarité.

À propos de l'Uniopss

Association loi 1901 reconnue d'utilité publique, l'Uniopss rassemble les acteurs associatifs des secteurs sanitaire, social et médico-social. Elle porte auprès des pouvoirs publics la voix collective de ces associations, engagées aux côtés des personnes vulnérables et fragiles afin de développer les solidarités. L'URIOPSS Occitanie fédère, en région, 250 associations, mutuelles et fondations gérant un millier d'établissements et services.

À propos de la CRESS Occitanie

La Cress Occitanie fédère les acteurs de l'économie sociale et solidaire en Région (mutuelles, associations, coopératives, sociétés commerciales de l'ESS et fondations) dont les acteurs de la solidarité comme la FAS et l'URIOPS. Représentation de l'ESS légitime de l'ESS en région, elle permet à ces acteurs de prendre une voix commune sur les sujets touchant à l'économie, au territoire, à la cohésion sociale et aux solidarités.

À propos du Mouvement associatif Occitanie

Porte-voix du fait associatif et représentant plus de 80 000 associations en région autour d'une quinzaine d'organisations sectorielles ou thématiques, le Mouvement associatif Occitanie a comme double objet d'accompagner les pouvoirs publics dans la compréhension des sujets transversaux aux associations (intérêt général, utilité sociale, modèles économiques, engagement, gouvernance, emploi, etc...) mais aussi les associations du territoire pour les rendre robustes aux enjeux de demain.

Contacts presse

Fédération des acteurs de la solidarité Occitanie - Laetitia Mellottée

06 45 37 15 01 - laetitia.mellottee@federationsolidarite.org

CRESS Occitanie – Sarah Rousseau

06 82 33 74 10 – sarah.rousseau@cressoccitanie.org

Le Mouvement associatif Occitanie – Erwann Favre

06 86 05 54 62- erwann.favre@lemouvementassociatif.org

URIOPSS Occitanie – Guillaume FRITSCHY

06 76 75 98 80 - g.fritschy@uriopss-occitanie.fr